

La nouvelle Réglementation pour la formation postgraduée

Les fondements pour une amélioration constante de la qualité de la formation médicale postgraduée sont posés.

Ch. Hänggeli, responsable du secrétariat FPPC

Quels sont les objectifs poursuivis par la FMH à travers la révision de la RFP?

Les accords bilatéraux avec l'UE règlent, hormis le trafic sur terre et dans les airs, la libre circulation des personnes. Ce dernier volet consiste essentiellement dans l'égalité entre les citoyens de l'UE et les citoyens suisses par rapport aux conditions de travail, toute discrimination en rapport avec l'appartenance à une nationalité étant interdite. Il va de soi qu'à l'inverse, les citoyens suisses profitent également de ces accords s'ils veulent exercer une activité dans un pays de l'UE.

L'interdiction de toute discrimination entraîne de nombreuses directives quant à la reconnaissance de certificats professionnels et autres diplômes, sans lesquelles on ne saurait concrétiser la libre circulation des personnes. Une réglementation spéciale est valable pour la reconnaissance des diplômes de médecin et des titres de formation postgraduée, applicable directement, chez nous également. La Suisse a intégré ses propres titres dans l'accord et révisé du même coup la loi sur l'exercice des professions médicales (LEPM)¹, avec les conséquences exposées ci-après.

Conséquences de la loi sur l'exercice des professions médicales ([LEPM](#))

Si la haute surveillance sur la formation médicale postgraduée passe aux mains de la Confédération, la FMH demeure l'organisation professionnelle responsable de la réglementation et de l'application des modalités de la formation postgraduée, en particulier en ce qui concerne la délivrance des titres de formation postgraduée et la future certification des établissements de formation postgraduée. Seuls des titres postgrades fédéraux seront désormais délivrés. Tous les titres de spécialiste FMH octroyés précédemment sont cependant assimilés à des titres fédéraux. Cette nouvelle réglementation a pour conséquence de voir, à l'avenir, la mention des trois lettres «FMH» réservée aux membres de la FMH. [Formations approfondies, attestations de formation complémentaires \(AFC\) et certificats d'aptitude technique \(CAT\)](#) demeurent sous la réglementation autonome de la FMH et ne sont pas assujetties à la LEPM. L'acquisition et le port de ces qualifications professionnelles requièrent comme auparavant [l'affiliation à la FMH](#).

Tous les porteurs d'un titre postgrade fédéral énuméré dans la [Directive 93/16 de l'UE](#) profitent de la liberté migratoire en Europe et sont donc assimilés aux porteurs de titres européens équivalents. Par la révision de la RFP, la FMH a tenu compte des nouvelles conditions légales générales.

Liens pour plus d'informations:

- [Europe / accords bilatéraux](#)
- [Aide-mémoire FMH / OFSP](#)
- [Entrée en vigueur des accords bilatéraux au 1er juin 2002](#)
- [Loi sur l'exercice des professions médicales \(LEPM\)](#) et son [ordonnance](#)
- [Directive 93/16](#) / [Directive 2001/19](#) (modifications: pas encore en vigueur en suisse)

¹ Loi fédérale du 19 décembre 1877 concernant l'exercice des professions de médecin, de pharmacien et de vétérinaire dans la Confédération suisse

Autre objectif de la révision de la RFP: des structures moins pesantes et donc plus efficaces

Les voies administratives concernant la révision de la Réglementation pour la formation postgraduée et des programmes de formation postgraduée (tâches législatives) ont été considérablement simplifiées. Les adaptations et modifications ne donnant pas lieu à contestation seront décidées directement par le Comité central (CC) sur proposition de la Commission pour la formation postgraduée et continue (CFPC). Les révisions de la RFP et des programmes ne seront présentées à la Chambre médicale (ChM) que si au moins 20% de ses délégués l'exigent par voie référendaire.

Le personnel des organes qui prennent des décisions concernant les demandes de titres ou la reconnaissance et la classification d'établissements de formation sera, lui aussi, réduit au maximum. Il en va de même des commissions de recours, formées de trois personnes au lieu de onze membres du Comité central.

Liens pour plus d'informations:

- [Organigramme: organes compétents et voies administratives dans la formation postgraduée](#)

Objectif principal de la révision de la RFP: améliorer la qualité de la formation postgraduée

Malgré les efforts déployés des années durant et les améliorations ponctuelles qui ont été apportées, la formation postgraduée des médecins présente souvent des lacunes en termes de structure et d'objectifs. Dès lors, la série de mesures et de moyens mis en œuvre dans le cadre de la nouvelle RFP a pour but d'améliorer la qualité de la formation postgraduée:

1. Concept de formation postgraduée

Le concept de formation postgraduée, avec les visites d'établissements, constitue le fer de lance d'une amélioration durable et continue de la qualité de la formation postgraduée, l'objectif étant de former de manière optimale le détenteur d'une place de formation. Tous les dirigeants d'établissements de formation reconnus sont invités, en collaboration et en accord avec leur société de discipline médicale, à élaborer un concept de formation postgraduée pour leur domaine de compétence, avec la teneur suivante:

- Description de la conception du programme d'enseignement tant dans sa teneur que dans son organisation dans le temps. Concrètement: que doit apprendre l'assistant en première, en deuxième année, etc.? Qui est responsable, pour quel type de formation postgraduée (év. autres départements, rotations, cabinets médicaux, places externes, etc.)? Comment est assurée la transmission progressive de la responsabilité? Une suggestion serait d'élaborer des programmes d'enseignement sous forme de cours, au niveau central et régional, garantissant pour tous les médecins d'une discipline une formation postgraduée parallèle à l'activité professionnelle et structurée en modules.
- Organisation, par les responsables des établissements de formation postgraduée, de l'attribution des places de formation dans le cadre de la société de discipline médicale, de manière coordonnée, centrale ou régionale.
- Définition appropriée du rapport entre le nombre de personnes à former et le nombre de formateurs (tuteurs).
- Définition claire des places de formation par rapport aux éventuels postes de services à créer.

Dans la foulée du projet [«Perspectives de la formation postgraduée»](#), d'autres efforts ont déjà été fournis dans plusieurs hôpitaux pour créer des postes de services ou transformer des places de formation postgraduée en postes de services. La condition serait ici une qualification de médecin spécialiste et une autonomie professionnelle correspondante. Il serait bon que le nombre de places de

formation postgraduée corresponde au besoin de médecins spécialistes à attendre (évolution démographique) et aux possibilités de formation postgraduée (épidémiologie des maladies).

Le rapport entre places de formation postgraduée et postes de services devrait par conséquent varier de discipline en discipline, peut-être même de manière importante. Dans ce contexte, les sociétés de discipline médicale devront assumer, avec le projet «Perspectives de la formation postgraduée», d'importantes tâches de coordination dans tous les établissements de formation postgraduée.

Les médecins-assistants en formation postgraduée doivent s'attendre aux changements suivants:

- Seuls les détenteurs d'une place de formation postgraduée seront formés dans le but d'obtenir un «titre de spécialiste» et recevront un certificat FMH.
- Une importance particulière doit également être accordée à la conclusion d'un contrat de travail décrivant concrètement le programme d'enseignement. Il s'agit notamment d'établir si la période d'activité du candidat est spécifique ou effectuée dans le cadre d'une année à option.

Liens pour plus d'informations:

- [Directives du CC «Qu'est-ce qu'un poste ordinaire de formation postgraduée» du 18 juin 1998](#)
- [Lettre aux sociétés de discipline médicale](#)
- [Lettre aux responsables des établissements de formation postgraduée](#)
- [Concept de formation postgraduée](#)

2. Visites d'établissements

Les résultats positifs du projet pilote «Visites des établissements de formation postgraduée» ont incité le Comité central et la Chambre médicale à ancrer définitivement dans la RFP cet instrument efficace pour garantir et évaluer la qualité de la formation.

Les sociétés de discipline médicale sont responsables des visites de «leurs» cliniques. Les **modalités** sont les suivantes:

- Les équipes responsables des visites se composent d'un délégué de la société de discipline médicale, d'un représentant de l'ASMAC et d'un expert indépendant désigné par la CFPC.
- Les sociétés de discipline médicale décident elles-mêmes du lieu et de la fréquence des visites. Une visite s'impose de toutes façons:
 - lors d'une demande de reconnaissance ou de classification ou lors d'un changement de catégorie
 - d'une réévaluation, en particulier lors d'un changement de responsable
 - sur ordre du Comité central.
- Les visites s'imposent tout particulièrement lorsque les enquêtes sur la qualité de la formation postgraduée du point de vue des assistants révèlent des insuffisances ou lorsque les taux d'échecs à l'examen de spécialiste sont disproportionnés.
- Les visites se font sur la base d'un schéma standard et donnent lieu à un rapport. Ce dernier contient en particulier une appréciation sur le respect des critères de reconnaissance (chiffre 5 de chaque programme de formation postgraduée), sur l'adéquation et la qualité du concept de formation postgraduée élaboré par le dirigeant responsable. Le rapport est convenu avec le responsable de l'établissement de formation ou contient la prise de position de ce dernier.

Qui veille au réalisme du projet?

La nouvelle RFP prévoit la mise sur pied d'une commission spéciale, chargée de la reconnaissance des établissements de formation et de l'examen des concepts de formation et des rapports de visite: la Commission pour les établissements de formation postgraduée (CEFP).

Dans sa décision de reconnaissance, la CEFP tient compte également de l'enquête sur la qualité de la formation postgraduée qui est menée auprès des médecins-assistants une fois par année et qui donne d'intéressantes informations sur la satisfaction des médecins en formation par rapport à leurs

formateurs. La CEFP peut poser des conditions aux établissements de formation en relation avec le concept de formation postgraduée. Des réévaluations régulières permettent d'assurer une optimisation continue.

En parallèle aux nouvelles procédures de reconnaissance, les critères de reconnaissance des établissements ancrés dans les divers programmes de formation postgraduée doivent être examinés et améliorés. Ces critères doivent permettre à un médecin en formation postgraduée de satisfaire, dans les délais impartis, aux exigences en matière d'opérations et d'atteindre les objectifs didactiques du programme de formation. Le passage de critères trop axés sur les structures (nombre de lits, nombre de patients) à des critères liés à des processus est devenu indispensable. L'infrastructure existante est en effet moins importante que la transmission des contenus didactiques dans les délais et conformément aux règles de l'art. Il s'agit tout particulièrement de prévoir des critères offrant au médecin en formation la garantie qu'il aura suffisamment de temps pour la formation postgraduée théorique et les cours structurés. Les cours nécessaires aux prestations d'un établissement hospitalier doivent lui être si possible payés.

Glossaire

Réglementation pour la formation postgraduée (RFP)

Réglementation de base, sorte de «constitution» de la formation postgraduée qui règle les prescriptions et procédures les plus importantes concernant tous les titres de spécialiste.

Programme de formation postgraduée

A chaque titre de spécialiste correspond un programme précisant les conditions et la teneur de la formation pour y accéder, ainsi que les critères de reconnaissance des établissements de formation.

Concept de formation postgraduée

Description, dans le registre de chaque établissement de formation, des structures et de la teneur de la formation postgraduée par le responsable. Le programme d'enseignement et la description des places de formation y prennent une place essentielle.

Etablissement de formation

Service ou département hospitalier (ou cabinet médical) dans lequel le médecin-assistant peut se former en vue d'un titre de spécialiste.

Commission des établissements de formation postgraduée (CEFP)

Organe de la FMH responsable de la reconnaissance et de la classification des établissements de formation postgraduée.

Visite

Visite d'établissement. Visite sur place par une équipe d'experts chargée d'examiner la reconnaissance et la classification d'un établissement de formation avant de fournir son rapport à la CEFP.

Chambre médicale (ChM)

Assemblée des délégués. Organe suprême de la FMH, formé de 200 représentants des sociétés cantonales de médecine, des sociétés de discipline médicale et de l'Association suisse des médecins-assistants et chefs de clinique (ASMAC).

Comité central (CC)

Organe directeur de la FMH, formé d'un groupe de 8 à 11 médecins.

Commission pour la formation postgraduée et continue (CFPC)

Organe consultatif de la FMH, qui conseille la Chambre médicale et le CC sur les questions de formation postgraduée et continue.

Commission de recours

Instance de surveillance de la Confédération qui peut réexaminer toute décision de la FMH dans le cadre de la formation postgraduée.

Loi sur l'exercice des professions médicales (LEPM)

Loi fédérale réglant les études universitaires et la formation postgraduée et continue des médecins.

Comité de la formation postgrade

Organe de la Confédération. Conseille le Département fédéral de l'intérieur (DFI) pour toute question concernant la formation postgraduée et est responsable de la reconnaissance des diplômes étrangers.